

Syndicalisme enseignant et partis politiques : une relation complexe

→ par Laurent Frajerman, Docteur et agrégé en histoire

Entre participation à la recomposition politique et neutralité : les hésitations du syndicalisme enseignant

Quels rapports entretiennent le syndicalisme enseignant et les partis politiques au cours du ^{xx}e siècle⁽¹⁾ ?

Sous la Troisième République, l'État dote la mission des instituteurs d'un contenu politique (promotion de la laïcité et des valeurs républicaines), tout en prétendant limiter leur engagement à son strict bénéfice. Peu à peu, ils s'émancipent en construisant leur syndicalisme et deviennent un corps intermédiaire. Après une phase de répression, lors de laquelle des dizaines d'enseignants communistes sont révoqués, ils obtiennent à la Libération des garanties statutaires et la participation à la gestion du système éducatif. Ce processus s'accompagne de la politisation des enseignants. Les directions syndicales associent défense du service public et du statut. Ainsi, elles ont puissamment contribué à l'émergence d'un discours critique contre la décentralisation, prenant alors à contre-pied les partis de gauche.

La FEN bloque les tentatives de recomposition travailliste entre socialisme et démocratie-chrétienne (troisième Force en 1949, candidature Deferre de 1965). Le divage laïc tend aujourd'hui à s'effacer, comme le montre le succès électoral de François Bayrou auprès des enseignants, alors qu'il est le dernier ministre de l'éducation nationale à avoir provoqué une grande manifestation sur ce thème, le 16 janvier 1994.

La vision de l'école des partis de gauche est



Les militants enseignants
placent massivement
leurs espoirs dans la gauche

l'objet de toutes leurs attentions⁽²⁾. Ainsi, dans les années 1970-1980, la commission enseignement du PCF réunit des dirigeants des syndicats animés par la tendance Unité & Action. Celle du PS est l'enjeu d'une lutte acharnée entre les militants du SNES et du SNI et des différentes tendances. La revendication des professeurs d'EPS de rattachement au ministère de l'éducation nationale est ainsi acquise par un

lobbying patient au sein des partis de gauche, conjugué à de puissantes mobilisations. Mais les anciennes alliances entre syndicats et partis sont bouleversées par un chassé-croisé : alors que le PCF s'effondre électoralement, la recomposition syndicale de 1972 se traduit au contraire par la victoire de la FSU, même dans l'enseignement primaire. Quelles en sont les conséquences ?

Jusqu'alors, la FEN était le seul exemple français de syndicat de type social-démocrate. Elle était située au cœur de l'Empire enseignant, puissant réseau d'associations, et d'œuvres, qui entretenait des liens privilégiés avec les partis de gouvernement de centre-gauche (parti radical, puis parti socialiste). Certes, elle avait prouvé son indépendance d'action politique, par exemple en s'opposant à Guy Mollet lors de l'avènement de la V^e République. Mais les interconnexions étaient nombreuses et assumées. Aujourd'hui, le PS semble paralysé par la fin de la primauté de son allié traditionnel. Le SGEN-CFDT se comporte en soutien résolu de ses politiques éducatives, mais il reste minoritaire. Lorsqu'il était au pouvoir, le PS n'a pas cherché à construire des relations apaisées avec la FSU, le SNES étant considéré comme un obstacle majeur à ses projets de réforme.

Aujourd'hui, la FSU constate qu'elle peine à peser sur le pouvoir politique : l'investissement dans le combat altermondialiste (ATTAC) ne suffit pas à la doter d'un relais de ses conceptions antilibérales. ●

AUJOURD'HUI LE SNESUP

Des pratiques syndicales renouvelées du SNESUP depuis, en particulier, notre congrès de Créteil en 2005 ancrent notre conception du syndicalisme au cœur de nos métiers. Faire que les militants soient pleinement des universitaires, exercent et militent dans leurs établissements, dans leurs instances scientifiques, locales ou nationales, et disciplinaires. Faire que l'activité syndicale soit un moment de l'activité — et un moment seulement ! —, ouvrir les responsabilités aux jeunes collègues, féminiser les directions nationales et les élus, est devenu une priorité. Ce sont d'indéniables changements, et il nous faut les dire sachant combien d'idées reçues il nous faut affronter.

Ce que le SNESUP a mis en mouvement partout dans la dernière période, combinant informations et actions locales, initiatives et interventions nationales, est structurant.

25 000 exemplaires du 4 pages distribués, une campagne CNU fortement marquée par les enjeux de la LRU, où la participation a progressé et où, dans un contexte difficile, le SNESUP apparaît bien dans toutes les disciplines et tous les établissements comme un pivot des résistances et des alternatives... c'est du concret.

L'absence, organisée par la quasi-totalité des organes de presse, des acteurs premiers que nous sommes, dans les débats sur les enjeux de formation et de recherche où seules seraient légitimes les voix de la ministre, de la CPU, des étudiants, pèse lourdement ; mais nous réussissons à faire reculer cette forme de censure.

Ce mouvement conduit le SNESUP à accueillir des centaines de nouveaux syndiqués chaque année... et les amphis des luttes de l'automne se coloriaient des élans et des drapés de cette dynamique.

Jean Fabbri

(1) Laurent Frajerman, « L'engagement des enseignants. Figures et modalités, 1918-1968 », article à paraître dans *Histoire de l'Éducation*.

(2) Laurent Frajerman, « Paradoxes et usages de l'indépendance syndicale. Le cas de la Fédération de l'Éducation nationale sous la IV^e République », *La Pensée*, n° 352, 2007, pp. 51-62.